



Quatrième *Forum annuel pour la Palestine*

Le projet national palestinien à l'épreuve des contextes arabe et international

Texte de la conférence inaugurale d’Azmi Bishara

Doha, janvier 2026



Je me souviens que le Centre arabe de recherche et d'études politiques a organisé, en 2013, une conférence intitulée La question palestinienne : l'avenir du projet national palestinien, puis, en 2015, un colloque académique sur le même thème. Depuis lors, cette question n'a cessé d'occuper une place centrale dans les travaux du Centre et de son réseau universitaire.

Il est pourtant difficile d'imaginer un moment plus sombre que celui que nous traversons aujourd'hui pour aborder cette question et tenter d'y discerner une lueur d'espoir, dans un horizon qui paraît entièrement obstrué. Peut-être la tenue de ce forum annuel sur la Palestine, après une guerre d'extermination qui se prolonge à basse intensité et se mue en une tentative de liquidation politique du « projet national palestinien », offre-t-elle l'occasion d'y revenir avec prudence, au cœur des bouleversements profonds qu'ont connus le peuple palestinien et ses forces politiques à la suite de cette guerre et de l'annexion rampante de la Cisjordanie.

Projet national et programme politique

Il est courant d'assimiler projet national et programme politique. Certes, un programme politique constitue un élément fondamental de tout système prétendant au statut de projet national : il fixe les principes généraux, définit les objectifs et permet d'élaborer les stratégies nécessaires pour les atteindre, en fonction des réalités et des possibles. Toutefois, cette définition reste incomplète si elle se limite au programme et n'intègre pas les structures organisationnelles et les assises sociales qui le portent.

Des objectifs politiques peuvent être énoncés dans un texte conjoncturel ou un discours circonstanciel, sans pour autant constituer un projet national. Celui-ci suppose à la fois des objectifs et des forces capables de les soutenir et de revendiquer une légitimité nationale. Cela implique, au minimum, une interaction réelle avec de larges segments de la population et leur adhésion au programme proposé.

Dans le cas palestinien, le contexte régional et international a joué un rôle d'une importance exceptionnelle, bien plus déterminante que dans d'autres mouvements de libération nationale. Plusieurs facteurs expliquent cette singularité : l'affrontement avec le colonialisme européen dans la première moitié du XX^e siècle ; l'imbrication de la question palestinienne avec la « question juive » en Europe ; son inscription dans la question arabe et le processus de formation des États arabes indépendants, avec la diversité de leurs régimes, l'évolution de leurs priorités et l'intensification de leurs rivalités ; la relation particulière entre les États-Unis et Israël ; enfin, la guerre froide et l'influence américaine dans la région.

Ces éléments ont déjà été largement abordés, et je ne m'attarderai donc pas ici sur la démonstration de leur importance. Il suffit de rappeler que le contexte arabe et international a structuré de manière décisive le projet national palestinien, entendu comme l'articulation entre un programme politique et les forces sociales et politiques qui le portent.



La place de la lutte armée dans le projet national palestinien

Dans ce cadre, la question de la lutte armée s'est imposée très tôt comme un élément central du projet national palestinien, à la fois comme mode d'action politique et comme source de légitimation. Comprendre la place qui lui a été assignée suppose de revenir sur les conditions historiques et régionales dans lesquelles s'est constituée l'Organisation de libération de la Palestine.

Lorsque les élites palestiniennes déplacées de leurs terres en 1948 ont fait de la préservation du peuple palestinien et de son identité nationale une priorité, cela a conduit à la création d'une organisation destinée à représenter l'entité nationale palestinienne, dans un contexte de dispersion et de fragmentation entre plusieurs pays. La bande de Gaza était administrée par l'Égypte, la Cisjordanie annexée par la Jordanie, et environ 150 000 Palestiniens restés à l'intérieur des frontières de 1948 avaient été contraints d'accepter la citoyenneté israélienne.

La création de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est intervenue après une quinzaine d'années de revendications infructueuses visant à faire appliquer le droit au retour, consacré par la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies. Elle a réaffirmé l'unicité de l'entité palestinienne dans le cadre du conflit israélo-arabe, à une époque où aucun autre territoire arabe n'était occupé et où les régimes arabes dits modernistes étaient engagés dans un affrontement avec les derniers vestiges de la domination coloniale. Cette période coïncidait également avec l'intensification de la guerre froide, dont les alliances antagonistes au sein du monde arabe ont contribué à creuser les divisions entre régimes.

Malgré cela, la cause palestinienne bénéficiait alors d'un large consensus politique et culturel arabe, transcendant les conflits, du moins au niveau du discours officiel. Ce consensus allait parfois jusqu'à la surenchère rhétorique, chaque régime rivalisant d'engagement proclamé en faveur de la libération de la Palestine et s'accusant mutuellement de trahison.

La défaite militaire des trois États arabes directement engagés dans la guerre de 1967, qui s'est traduite par l'occupation du reste du territoire palestinien ainsi que d'autres territoires arabes, a imposé de nouveaux paramètres politiques au projet national palestinien, désormais dominé par l'OLP et ses factions armées. Le programme politique de l'OLP n'a pas changé, mais la lutte armée est devenue, selon la vision de la nouvelle direction, le seul moyen de le mettre en œuvre. Cette orientation a été inscrite dans la Charte nationale palestinienne. La poursuite de la lutte armée dans un contexte de défaite est ainsi devenue la principale source de légitimité des factions armées et de leur contrôle sur l'Organisation.

Les partisans de la lutte armée étaient sincèrement convaincus qu'elle constituait la seule voie vers la libération, inspirés par les expériences des mouvements de libération nationale en Asie, en Afrique et en Amérique latine, notamment en Algérie et au Vietnam. Deux facteurs ont cependant façonné cette orientation :



1. La poursuite du conflit israélo-arabe après 1967, renforçant la domination des factions armées au sein de l'OLP, et l'existence de régimes arabes refusant la paix avec Israël et disposés à accueillir, financer et armer la résistance palestinienne, en raison du poids central de la cause palestinienne dans l'opinion publique arabe et de la légitimation interne qu'elle procurait. Lorsque leurs intérêts divergeaient, ces régimes parrainaient des courants palestiniens concurrents, exacerbant les divisions entre factions.
2. La lutte armée devint également un terrain de rivalité pour le leadership du mouvement national palestinien. Initialement dirigée contre la direction de l'OLP, composée d'élites urbaines s'appuyant sur l'action diplomatique arabe, l'action politique s'est ensuite structurée autour de deux axes : affirmer l'indépendance de la décision nationale, portée par le Fatah et l'OLP comme représentant légitime du peuple, et concurrencer les factions pour démontrer leur centralité dans la lutte armée et renforcer leur poids institutionnel. Cette rivalité se mesurait souvent par le nombre d'opérations ou de martyrs, plutôt que par l'efficacité stratégique ou la progression vers la libération de la Palestine.

La formule selon laquelle la lutte armée constituerait « la seule voie pour libérer la Palestine », inscrite dans la Charte nationale, ne s'est toutefois jamais traduite par l'élaboration d'une stratégie concrète de libération. L'espoir est resté largement tributaire de la volonté des États arabes d'engager une guerre destinée à libérer leurs territoires occupés, malgré la diffusion de discours tels que celui de la « guerre populaire de longue durée ». Il faut rappeler que la majorité du peuple palestinien et la base humaine de l'Organisation de libération vivaient alors dans les pays arabes.

La lutte armée n'a donc jamais été évaluée à l'aune de son efficacité dans la réalisation du programme politique. Les bilans mettent en avant la préservation de l'identité palestinienne et l'esprit de libération nourri par la lutte, sans mesurer les avancées vers l'objectif final. L'aura de sacralité entourant la lutte armée rend difficile l'usage de termes tels que « échec », même lorsque les raisons objectives s'y prêtent.

Cette sacralisation s'explique par l'imbrication de la lutte armée avec l'identité collective, dont la mémoire constitue un élément central. Or mémoire et historiographie relèvent de registres distincts : l'historiographie enregistre, documente et interprète le passé, tandis que la mémoire reflète ce qui subsiste dans la conscience collective, sélective, politique et culturelle, et résiste à l'évaluation historique objective.



Transformation du projet national après 1973

Après 1967, le contexte arabe et international a continué à structurer la lutte palestinienne. La guerre tant attendue éclate en octobre 1973. Elle se révèle avant tout une étape ouvrant la voie aux négociations entre l'Égypte et Israël sur les territoires occupés en 1967. La signature des accords de Camp David marque le retrait de l'Égypte du conflit et met un terme aux guerres entre Israël et les États arabes. Les dirigeants sionistes ont compris cette équation : restituer la péninsule du Sinaï à l'Égypte en échange de la paix. Ce scénario ne s'est reproduit avec aucun autre État arabe : aucune nouvelle guerre n'a éclaté et aucun autre territoire occupé n'a été restitué.

Après Camp David, deux évolutions majeures se sont imposées. D'une part, s'est renforcée la conviction que le modèle dit « la terre contre la paix » pouvait s'appliquer à d'autres fronts, y compris le front palestinien, c'est-à-dire en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. D'autre part, les factions armées palestiniennes ont été expulsées de leurs derniers bastions adjacents à la Palestine, suite à des décisions israéliennes soutenues par les États-Unis dans le cadre de l'accord avec l'Égypte.

L'invasion israélienne du Liban en 1982 visait explicitement cet objectif, contrairement à la guerre d'extermination menée contre Gaza après le 7 octobre 2023. Malgré le redéploiement de certaines forces armées vers l'Algérie et le Yémen, et la présence résiduelle de factions en Syrie, cette guerre a ouvert une nouvelle phase de la lutte armée palestinienne, désormais limitée par la fermeture des fronts arabes.

Dans ce contexte, l'action armée est progressivement passée du statut de moyen à celui de principe, puis de raison d'être. Les forces nationales « ne renoncent » pas aisément à ce qu'elles érigent en principe sous la pression de l'ennemi. Sans abandonner ce principe ni réexaminer sérieusement l'expérience de la lutte armée à la lumière des nouvelles conditions, le centre de gravité de la confrontation avec Israël s'est déplacé : il est passé de la lutte armée depuis l'extérieur, soutenant des opérations à l'intérieur de la Palestine, à l'organisation de cadres populaires et à la lutte de masse pacifique dans les territoires occupés. Ce déplacement a culminé avec le soulèvement populaire de la fin de l'année 1987.

Le large soutien arabe et international dont a bénéficié la première Intifada a coïncidé avec une transformation profonde du programme politique palestinien. Le programme transitoire, qui envisageait l'établissement d'une « autorité nationale combattante » sur toute partie libérée du territoire, s'est mué en projet d'État palestinien sur la zone libérée, conçu comme une étape vers la libération. Il a ensuite évolué vers un projet d'État fondé sur les résolutions de l'ONU depuis 1947, comme l'a entériné la déclaration de l'État palestinien proclamée à Alger en 1988, incluant de facto la résolution 181. Ce fut un tournant : le projet national palestinien se redéfinit désormais comme projet d'État dans le cadre de la « solution à deux États ».



Les instruments de ce projet sont alors devenus la lutte populaire à l'intérieur de la Palestine, organisée par les forces politiques de Cisjordanie et de Gaza, avec le soutien des factions de l'OLP. Celle-ci avait perdu ses principales bases au Liban en 1982, après avoir déjà perdu celles de Jordanie en 1970. La direction de l'OLP adopta rapidement la négociation directe avec Israël, désignée comme le « processus de paix », après la reconnaissance mutuelle et l'acceptation par l'Organisation de modifier certaines dispositions de la Charte nationale. Avec la création de l'Autorité palestinienne en 1994, le processus de transformation du projet national a été achevé.

La lutte armée palestinienne a cependant connu un regain à la fin de la première Intifada, sous l'effet de la répression israélienne et de nouvelles divisions internes dans les territoires occupés. Une nouvelle génération issue des Frères musulmans engagea la résistance en fondant le Hamas, qui prit les armes pendant l'Intifada. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de crise de l'action populaire et de transformations régionales (guerre du Koweït, guerre du Golfe) et internationales (effondrement du bloc socialiste).

Au-delà de la résistance à l'occupation, l'action armée islamique a également exprimé une rivalité politique avec l'OLP, provenant d'une organisation extérieure à celle-ci. Cette rivalité a contribué à accélérer la reconnaissance de l'OLP par Israël et à conforter son choix de négocier. Après la première Intifada, ce ne sont plus les élites locales qui concurrencent l'OLP, mais le Hamas.

Deux projets palestiniens distincts apparaissent alors :

1. Le projet de l'OLP : établir un État palestinien dans le cadre de la solution à deux États, centrant progressivement l'action sur la Cisjordanie et Gaza au détriment de la diaspora, jusqu'aux accords d'Oslo. L'État devient une étape vers la libération.
2. Le projet du Hamas : la lutte armée pour la libération de l'ensemble de la Palestine, considérée comme terre islamique indivisible, telle que stipulée dans sa charte de 1988, amendée en 2017 par un document de principes généraux.

Après les accords d'Oslo et la création de l'Autorité palestinienne, puis après le 11 septembre 2001 et la « guerre contre le terrorisme », Israël exploite ce contexte pour passer de la répression de la seconde Intifada à l'élimination politique de Yasser Arafat. Le Hamas participe aux élections législatives de 2006, gagne, et forme un gouvernement dans le cadre des accords d'Oslo.

Ces évolutions renforcent le poids de la politique intérieure palestinienne : une Autorité existe, même soumise à des contraintes avec Israël. Les États-Unis n'ont cependant pas reconnu cette nouvelle réalité et n'en ont pas mesuré les implications.

Lorsque l'État palestinien devient un objectif partagé, le projet national palestinien unifié n'existe plus. Deux projets distincts coexistent depuis 2007, conduisant à un affrontement armé et à une fracture politique et géographique : la Cisjordanie, dominée par le Fatah et la coordination sécuritaire avec Israël, et Gaza, sous Hamas, maintenant sa présence sur la scène palestinienne et conservant l'option de la résistance armée.



L'OLP devient un organe de l'Autorité palestinienne, liée par les accords d'Oslo, incapable de se libérer de ses engagements, tandis que la négociation demeure l'option exclusive. Israël poursuit l'expansion coloniale et les guerres contre Gaza. Le Hamas consolide son autorité et sa capacité militaire. Le peuple palestinien fait face à l'éclatement de son projet national entre deux autorités, marginalisant la cause sur la scène internationale.

Parallèlement, le Hamas à Gaza maintient sa résistance au blocus et s'appuie sur l'« axe de la résistance » conduit par l'Iran. Un statu quo s'installe, que Israël cherche à préserver, marginalisant l'Autorité en Cisjordanie et menant des guerres punitives contre Gaza.

Après le Déluge d'Al-Aqsa (7 octobre 2023)

Le déclenchement de l'opération Déluge d'Al-Aqsa survient dans un contexte où Israël renforce son emprise sur Gaza et étend la colonisation et la judaïsation de Jérusalem, y compris le Noble Sanctuaire. Beaucoup a été dit sur l'opération, son contexte, ses objectifs et ses conséquences ; il n'est donc pas utile de s'y attarder ici.

Il serait naïf de croire qu'il est possible de continuer à envisager le projet national palestinien avec les mêmes postulats et outils après les bouleversements provoqués par la riposte israélienne, accompagnée de la complicité américaine et internationale. Cette riposte a frappé l'axe de la résistance, accru l'influence israélienne, affecté le Hamas et causé d'immenses souffrances au peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie.

L'opération « Déluge maximal » a été un événement majeur et choquant, transformé par la réponse israélienne en un séisme ouvrant une nouvelle phase. Israël, avec une coalition d'extrême droite, vise l'extension des colonies en Cisjordanie, l'intensification de la judaïsation de Jérusalem et l'élimination du Hamas. Le soutien américain et la complaisance internationale ont transformé cette guerre en guerre d'extermination, cherchant à déplacer la population de Gaza ou à réduire l'enclave à une enclave démographique occupée, avec reconstruction conditionnée à l'élimination de toute entité nationale palestinienne.

L'attention internationale s'est détournée de la solution juste pour se concentrer sur l'aide humanitaire et la reconstruction sous contrôle israélien et international.

Depuis 1973, Israël a successivement mené des guerres contre la résistance armée palestinienne et le Hezbollah. La guerre prolongée contre Gaza jusqu'à fin 2025 a refermé le cercle sur l'action armée, tandis que les pays arabes restent divisés. Aujourd'hui, aucune force palestinienne centrale n'est capable de proposer sérieusement la lutte armée comme voie vers la libération.

Cela ne signifie pas que la résistance cessera, mais elle relève désormais d'options politiques et stratégiques, non d'une simple action militaire. Les déclarations du Hamas depuis le premier jour montrent que les objectifs initiaux ont disparu : la colonisation en Cisjordanie s'est intensifiée, les pays arabes n'ont pas rompu leurs relations avec Israël, et certains ont même empêché leur population de manifester en soutien à Gaza.



La question palestinienne est ainsi marginalisée, malgré la résistance remarquable de deux ans, un exploit inédit depuis 1948. Les pratiques israéliennes, souvent invisibles dans les médias occidentaux mais largement relayées sur les réseaux sociaux, ont transformé l'opinion publique mondiale.

L'intérêt international se divise désormais en deux tendances :

1. Les initiatives de gestion et de contrôle, visant à contenir la question palestinienne dans le cadre de la guerre d'extermination et à fragmenter le projet national sous supervision américaine et israélienne.
2. Les mouvements de solidarité mondiale, d'une ampleur inédite, exprimant un soutien éthique et politique, mais ne pouvant remplacer un projet national clair et unifié.

L'Autorité palestinienne, en Cisjordanie comme à Gaza, n'incarne pas ce projet : elle est absorbée par la lutte interne et la survie face aux tentatives israéliennes. Même le Hamas à Gaza ne prétend pas représenter le projet national ; son objectif reste la défense de son existence et l'évaluation de son rôle futur.

Israël a intensifié la colonisation, isolé Gaza de la Cisjordanie, refusé de reconnaître les droits des réfugiés et déclaré la guerre à l'UNRWA. Le régime israélien s'apparente à un apartheid. La solution à deux États est, pour l'instant, une formule verbale. Depuis Déluge d'Al-Aqsa, la résolution de la question palestinienne n'est plus une condition préalable à la normalisation avec certains pays arabes. Certains discours officiels rejettent la responsabilité sur les Palestiniens. L'État palestinien n'est plus qu'un titre, la revendication principale étant désormais la reconnaissance d'un processus politique supposé y conduire.

Le contexte régional et international actuel privilégie la force au droit et reconnaît l'influence des puissants, facilitant les ambitions israéliennes de domination régionale. Le projet national palestinien, sa cohésion et son efficacité restent déterminants pour la réaction arabe et régionale. La juste cause palestinienne dépend du préjudice causé par la domination israélienne. La libération nationale signifie désormais la fin de l'apartheid et pourrait aboutir à un État souverain ou à un régime démocratique fondé sur la citoyenneté sur l'ensemble du territoire historique. Cela exige un projet national structuré, capable de mobiliser les forces palestiniennes et leurs soutiens internationaux, fondé sur l'égalité et la dignité, engagé contre l'apartheid.

Le projet national ne se limite pas à l'objectif politique : il inclut les forces sociopolitiques organisées qui le portent. Le défi actuel réside dans leur formation. Les forces nationales doivent créer une institution politique unifiée, rassemblant Palestiniens des territoires occupés et de la diaspora, capable de diriger la lutte contre l'apartheid.

Le processus de construction doit intégrer les factions existantes et les institutions sous l'Autorité palestinienne et le Hamas. Même une commission désignée par des puissances extérieures doit respecter les structures existantes, car une société ne peut survivre sans institutions éducatives, sanitaires, productives et de sécurité.



Il ne faut pas adopter de positions nihilistes : la vie continue sous occupation, et la résilience est essentielle. L'Autorité monopolise la représentation politique malgré sa dépendance à la coordination avec Israël, au lieu de mobiliser la campagne mondiale contre l'apartheid. Une administration apolitique et municipale peut être nationale, mais elle n'incarne pas le projet national. Les forces politiques doivent poursuivre la lutte, établir des alliances régionales et internationales et refuser tout accord avec Israël avant la liquidation de l'apartheid et la mise en place d'une solution juste.

Tout futur État palestinien bénéficiera des institutions existantes. Il est crucial de les gérer efficacement, de cultiver un esprit nationaliste et démocratique, et de maintenir des élections impartiales pour garantir le contrôle populaire.

Sans un projet national libérateur unifié, la dialectique entre national et civil, entre objectifs politiques et exigences de la phase actuelle, se transforme en conflits pour le pouvoir, comme depuis les accords d'Oslo, entraînant une dynamique destructrice qui persiste aujourd'hui.